

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°50-2025-033

PUBLIÉ LE 8 JUILLET 2025

# Sommaire

## **Direction départementale de la protection des populations /**

50-2025-07-03-00004 - Arrêté préfectoral N °DDPP/2025-088 du 3 juillet 2025 relatif aux distances d'implantation des ruches d'abeilles peuplées (2 pages)

Page 3

## **Préfecture de la Manche /**

50-2025-07-08-00004 - Arrêté préfectoral interdisant la circulation de tout véhicule de matériel de diffusion de musique (3 pages)

Page 6

50-2025-07-08-00001 - Arrêté réglementant temporairement la distribution et la vente de carburants (3 pages)

Page 10

50-2025-07-08-00002 - Arrêté portant des mesures provisoires relatives à l'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques (3 pages)

Page 14

50-2025-07-08-00003 - Arrêté portant interdiction temporaire des rassemblements festifs à caractère musical (3 pages)

Page 18

Direction départementale de la protection des  
populations

50-2025-07-03-00004

Arrêté préfectoral N °DDPP/2025-088 du 3 juillet  
2025 relatif aux distances d'implantation des  
ruches d'abeilles peuplées

**Service santé et protection animales**

**Arrêté préfectoral N °DDPP/2025-088 du 3 juillet 2025  
relatif aux distances d'implantation des ruches d'abeilles peuplées**

Le préfet de la Manche,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L211-6, L211-7 et R211-2 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 août 1980 relatif au dispositif sanitaire de lutte contre les maladies des abeilles, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 23 décembre 2009 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1984 déterminant la distance à observer entre les ruches d'abeilles et les habitations voisines ;

**VU** l'avis du Conseil départemental en sa délibération du 28 septembre 1984 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE en qualité de préfet de la Manche ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024-11-VN en date du 8 avril 2024 donnant délégation de signature à M. Pol KERMORGANT, directeur départemental de la protection des populations ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'observer une distance suffisante entre l'emplacement des ruches peuplées et les voies publiques, les établissements publics et les propriétés voisines afin de garantir la sécurité des personnes ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les ruches d'abeilles peuplées ne doivent pas être placées à moins de :

- 10 mètres des propriétés voisines,
- 20 mètres de la voie publique,
- 50 mètres des axes routiers où la vitesse de circulation est supérieure à 80 km/h et des habitations privées,

- 100 mètres si les propriétés voisines sont des établissements à caractère collectif (hôpitaux, écoles, campings, casernes, etc.), des terrains de sport ou de jeux ou des parkings publics.

Dans le cas où les propriétés voisines sont des bois, landes, friches ou parcelles non bâties, aucune distance minimale n'est exigée. Dans tous les cas, les ruchers sont installés sous réserve de l'accord du propriétaire des terrains concernés.

#### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions des articles L. 211-7 et R. 211-2 du code rural et de la pêche maritime, ne sont assujetties à aucune prescription de distance, les ruches isolées des propriétés voisines ou des chemins publics par un mur, une palissade et planches jointes, une haie vive ou sèche, sans solution de continuité.

Ces clôtures doivent avoir une hauteur minimale de deux mètres au-dessus du niveau du sol et s'étendre sur au moins deux mètres de chaque côté de la ruche.

#### **Article 3 :**

Conformément à la réglementation en vigueur, tout rucher doit être immatriculé et une déclaration annuelle des emplacements doit être réalisée par le détenteur en période obligatoire.

#### **Article 4 :**

Toutes dispositions antérieures au présent arrêté, et notamment l'arrêté préfectoral n°84-45 du 30 octobre 1984 susvisé, sont abrogées.

#### **Article 5 :**

La secrétaire générale de la préfecture de la Manche, les sous-préfets, le directeur départemental de la protection des populations, les maires, et tous les agents des forces de police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Saint-Lô, le 3 juillet 2025

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de la protection des  
populations

Pol KERMORGANT

Préfecture de la Manche

50-2025-07-08-00004

Arrêté préfectoral interdisant la circulation de  
tout véhicule de matériel de diffusion de  
musique



**ARRETE**

***portant interdiction temporaire de circulation de tout véhicule transportant  
du matériel de diffusion de musique amplifiée à destination d'un rassemblement festif à  
caractère musical non autorisé dans le département de la Manche***

LE PRÉFET DE LA MANCHE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2, L. 2215-1 et L. 2214-4 ;

**Vu** le Code de la sécurité intérieure notamment ses articles L 211-5 à L 211-8, L 211-15, R 211-2 à R 211-9 et R 211-27 à R 211-30 ;

**Vu** le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 modifié relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE, préfet de la Manche ;

**Vu** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Jean RAMPON, sous-préfet de Cherbourg ;

**Vu** l'arrêté du 02 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. Jean RAMPON, sous-préfet chargé de l'intérim du directeur de cabinet ;

**Vu** l'urgence ;

**Considérant** que, selon les informations dont disposent les services de police et de gendarmerie, un rassemblement festif à caractère musical de type « rave-party » est susceptible d'être organisé dans le département de la Manche pendant la période du 10 juillet 2025 au 15 juillet;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : [prefecture@manche.gouv.fr](mailto:prefecture@manche.gouv.fr)

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00

**Considérant** les rassemblements festifs à caractère musical de type « rave-party » non autorisés survenus dans le département de la Manche en 2025 à Muneville-le-Bingard, en 2023, à Saint-Christophe-du-Foc, à Millières, à Urville-Nacqueville, à Ger, en 2022 à Millières, à Jullouville, à Ger, à Hambye, à Tocqueville, à Torigny-les-Villes, à Saint-Ovin ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 211-5 du Code de la sécurité intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département ;

**Considérant** qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée auprès du préfet de la Manche, précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par les organisateurs des événements évoqués au premier considérant pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques, alors même que les organisateurs en ont l'obligation au plus tard un mois avant la date prévue de la manifestation ;

**Considérant** la nécessité de prévenir le risque élevé de troubles à l'ordre public ; que le nombre de personnes attendues dans ce type de rassemblement est élevé ; que les moyens appropriés en matière de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité routière ne peuvent être réunis ;

**Considérant** l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que le plan Vigipirate est au niveau « Urgence attentat » sur l'ensemble du territoire national, attestant d'un niveau de menace élevé et qu'un rassemblement de ce type pourrait constituer une opportunité de trouble à l'ordre public majeur ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de concilier les libertés publiques avec les impératifs d'ordre public ; que dans ce cadre elle se doit de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d'infractions pénales que les troubles à l'ordre public ;

**Sur** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet par intérim ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La circulation de tout véhicule transportant du matériel de diffusion de musique amplifiée à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers du département de la Manche pendant la période suivante :

**du jeudi 10 juillet à 14h00 au mardi 15 juillet 2025 à 08h00.**



**Article 2 :**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre.

**Article 3 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet par intérim, les sous-préfets d'arrondissements, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur interdépartemental de la police nationale et l'ensemble des maires du département de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera transmise au procureur de la République territorialement compétent.

Saint-Lô, le 08 juillet 2025

Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet

Signé

Jean RAMPON

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Préfecture de la Manche

50-2025-07-08-00001

Arrêté réglementant temporairement la  
distribution et la vente de carburants



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**  
**Direction des sécurités**  
**Bureau de la sécurité et de la réglementation**

**Arrêté réglementant temporairement la distribution et la vente de carburants  
et de produits chimiques, inflammables ou explosifs**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE, préfet de la Manche ;

**Vu** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Jean RAMPON, sous-préfet de Cherbourg ;

**Vu** l'arrêté du 02 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. Jean RAMPON, sous-préfet chargé de l'intérim du directeur de cabinet ;

**CONSIDERANT** que le plan Vigipirate a été relevé au niveau urgence attentat sur l'ensemble du territoire national ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : [prefecture@manche.gouv.fr](mailto:prefecture@manche.gouv.fr)  
Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :  
- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous  
- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous  
Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00

**CONSIDERANT** la nécessité d'assurer, dans un contexte de niveau élevé de la menace terroriste, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

**CONSIDERANT** que les risques de troubles à l'ordre public sont particulièrement importants à l'occasion des festivités du 14 juillet sur l'ensemble du département de la Manche ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité de police administrative de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la prévention des troubles à l'ordre public et de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures applicables sur le territoire d'une ou plusieurs communes ;

**CONSIDERANT** que l'un des moyens constatés pour commettre des incendies ou des tentatives d'incendie volontaires consiste à utiliser des carburants et combustibles ; que la projection, l'utilisation inconsidérée ou mal intentionnée de ces produits, particulièrement sur la voie et les biens publics et sur les lieux de rassemblements, sont de nature à entraîner des dangers, des accidents et des atteintes graves aux personnes et aux biens; qu'il est nécessaire de prévenir les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de sécurité intérieure ;

**CONSIDERANT** que toutes mesures proportionnelles doivent être prises pour prévenir toute atteinte significative à l'ordre public et qu'ainsi, il est nécessaire d'interdire provisoirement la vente en contenant transportable de carburants et de produits chimiques, inflammables ou explosifs ;

**SUR PROPOSITION** du sous-préfet, directeur de cabinet par intérim ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'acquisition par des particuliers de carburants, de produits chimiques, inflammables ou explosifs, sous forme solide, liquide ou gazeuse, à emporter en contenant transportable, à l'exception des bouteilles de gaz et du carburant à usage domestique, sont interdits dans le département de la Manche, sur la période **du jeudi 10 juillet à 14h00 au mardi 15 juillet 2025 à 08h00**.

### **Article 2 :**

En application de l'article R. 610-5 du code pénal, la violation des interdictions édictées par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

**Article 3 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet par intérim, les sous-préfets d'arrondissements, le colonel commandant le groupement de la gendarmerie départementale de la Manche, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Manche et les maires du département de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Cherbourg et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Coutances.

Saint-Lô, le 08 juillet 2025

Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet

Signé

Jean RAMPON

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Préfecture de la Manche

50-2025-07-08-00002

Arrêté portant des mesures provisoires relatives  
à l'achat, la vente, la cession, l'utilisation,  
le port et le transport d'artifices de  
divertissement et d'articles pyrotechniques



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**  
**Direction des sécurités**  
**Bureau de la sécurité et de la réglementation**

***Arrêté portant des mesures provisoires relatives à l'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques***

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

**VU** la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

**VU** le code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;

**VU** le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R.557-6-1 et suivants ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2542-2 et suivants ;

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.3131-13 et suivants et L.3136-1 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions ;

**VU** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**VU** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**VU** le décret 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risque ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : [prefecture@manche.gouv.fr](mailto:prefecture@manche.gouv.fr)

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE, préfet de la Manche ;

**Vu** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Jean RAMPON, sous-préfet de Cherbourg ;

**VU** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

**Vu** l'arrêté du 02 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. Jean RAMPON, sous-préfet chargé de l'intérim du directeur de cabinet ;

**CONSIDERANT** les risques d'atteinte grave aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques destinés au théâtre sur la voie publique, dans tous les lieux où se tiennent des rassemblements de personnes et dans les immeubles d'habitation ;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion des festivités du 14 juillet, des regroupements importants sur la voie publique, accompagnés de manifestations de liesse, sont à prévoir sur l'ensemble du département de la Manche ;

**CONSIDERANT** que durant cette période la nécessité de prévenir tout incident ou trouble à l'ordre public, il convient que soient prises des mesures adaptées et limitées dans le temps, complétant les dispositions en vigueur au plan national relatives aux artifices de divertissement et aux articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'assurer, dans un contexte de niveau élevé de la menace terroriste, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

**CONSIDERANT** le risque de panique qui pourrait être engendré par l'utilisation d'articles pyrotechniques dans des lieux de grand rassemblement et les risques d'incendie qui pourraient être provoqués par des individus, isolés ou en réunion, contre des biens en particulier des véhicules et des biens publics ;

**SUR PROPOSITION** du sous-préfet, directeur de cabinet par intérim ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de catégories C1, F1, C2, F2, C3, F3, C4, F4, P1, P2, T1 et T2 sont interdits dans le département de la Manche, sur la période **du jeudi 10 juillet à 14h00 au mardi 15 juillet 2025 à 08h00**.



**Article 2 :**

Les dispositions de cet arrêté ne s'appliquent pas aux professionnels qui utilisent des artifices de divertissement dans le cadre de spectacles pyrotechniques tels que définis à l'article 2 du décret n° 2010-580 susvisé, ainsi qu'aux feux d'artifices non classés « spectacles pyrotechniques », mis en œuvre par des communes, des personnes de droit public, des organisateurs d'évènements ou des particuliers sur des espaces privés.

Les interdictions prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne s'appliquent pas pour les spectacles pyrotechniques soumis à déclaration en préfecture, ayant fait l'objet d'une instruction et de la délivrance du récépissé réglementaire.

**Article 3 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet par intérim, les sous-préfets d'arrondissements, le colonel commandant le groupement de la gendarmerie départementale de la Manche, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Manche et les maires du département de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Cherbourg et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Coutances.

Saint-Lô, le 08 juillet 2025

Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet

Signé

Jean RAMPON

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Préfecture de la Manche

50-2025-07-08-00003

Arrêté portant interdiction temporaire des  
rassemblements festifs à caractère musical



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité et de la réglementation**

**AR R E T E**

***portant interdiction temporaire des rassemblements festifs à caractère musical  
n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation dans le département de la Manche***

LE PRÉFET DE LA MANCHE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2, L. 2215-1 et L. 2214-4 ;

**Vu** le Code de la sécurité intérieure notamment ses articles L 211-5 à L 211-8, L 211-15, R 211-2 à R 211-9 et R 211-27 à R 211-30 ;

**Vu** le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 modifié relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE, préfet de la Manche ;

**Vu** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Jean RAMPON, sous-préfet de Cherbourg ;

**Vu** l'arrêté du 02 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. Jean RAMPON, sous-préfet chargé de l'intérim du directeur de cabinet ;

**Vu** l'urgence ;

**Considérant** que, selon les informations dont disposent les services de police et de gendarmerie, un rassemblement festif à caractère musical de type « rave-party » est susceptible d'être organisé dans le département de la Manche pendant la période du 10 juillet 2025 au 15 juillet 2025 ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : [prefecture@manche.gouv.fr](mailto:prefecture@manche.gouv.fr)

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00

**Considérant** les rassemblements festifs à caractère musical de type « rave-party » non autorisés survenus dans le département de la Manche en 2025 à Muneville-le-Bingard, en 2023, à Saint-Christophe-du-Foc, à Millières, à Urville-Nacqueville, à Ger, en 2022 à Millières, à Jullouville, à Ger, à Hambye, à Tocqueville, à Torigny-les-Villes, à Saint-Ovin ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 211-5 du Code de la sécurité intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département ;

**Considérant** qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée auprès du préfet de la Manche, précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par les organisateurs des événements évoqués au premier considérant pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques, alors même que les organisateurs en ont l'obligation au plus tard un mois avant la date prévue de la manifestation ;

**Considérant** la nécessité de prévenir le risque élevé de troubles à l'ordre public ; que le nombre de personnes attendues dans ce type de rassemblement est élevé ; que les moyens appropriés en matière de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité routière ne peuvent être réunis ;

**Considérant** l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que le plan Vigipirate est au niveau « Urgence attentat » sur l'ensemble du territoire national, attestant d'un niveau de menace élevé et qu'un rassemblement de ce type pourrait constituer une opportunité de trouble à l'ordre public majeur ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de concilier les libertés publiques avec les impératifs d'ordre public ; que dans ce cadre elle se doit de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d'infractions pénales que les troubles à l'ordre public ;

**Sur** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet par intérim ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La tenue des rassemblements festifs à caractère musical (de type « rave-party », « teknival » ou « free-party ») répondant aux caractéristiques énoncées à l'article R. 211-2 du Code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est interdite sur l'ensemble du territoire du département de la Manche pendant la période suivante :

**du jeudi 10 juillet à 14h00 au mardi 15 juillet 2025 à 08h00.**

**Article 2 :**

Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R.211-27 du Code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

**Article 3 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet par intérim, les sous-préfets d'arrondissements, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur interdépartemental de la police nationale et l'ensemble des maires du département de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera transmise au procureur de la République territorialement compétent.

Saint-Lô, le 08 juillet 2025

Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet

Signé

Jean RAMPON

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).